DOCUMENT TYPE à envoyer à :

Monsieur De Croo, Premier Ministre contact@premier.be

Monsieur Vandenbroucke, Ministre fédéral de la Santé publique info@vandenbroucke.fed.be

Madame Wilmes, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sophie.wilmes@diplobel.fed.be

Monsieur Dermagne, Ministre de l’Economie pierre-yves.dermagne@dermagne.fed.be

**Recopiez le texte ci-dessous dans votre email et adressez-le aux responsables politiques repris ci-dessus. N’oubliez pas d’indiquer votre nom en bas du texte**

**Objet : Soutenir la proposition de dérogations à l’accord sur les ADPIC, présentée à l’Organisation mondiale du Commerce**

Madame, Monsieur,

En tant qu’affilié·e, je vous invite à soutenir la proposition de «Dérogations à certaines dispositions de l’accord sur les ADPIC pour la prévention, l’endiguement et le traitement de la Covid-19 » à l’Organisation mondiale du Commerce (OMC) et à œuvrer de manière constructive à la conclusion d’un accord sur la question avec d’autres membres de l’OMC.

Une fois de plus, l’émergence d’un autre variant de la Covid-19, l’Omicron cette fois, démontre que la seule solution durable pour endiguer les vagues incessantes de la pandémie est l’équité d’accès aux vaccins dans le monde entier.

Les gouvernements des pays riches, y compris la Belgique, ont présenté les dons de vaccins comme étant une meilleure solution que les dérogations à l’accord sur les ADPIC. Toutefois, c’est tout simplement trop peu et trop tard. Un nouveau rapport mondial révèle l’étendue du problème : sur le 1,8 milliard de dons de vaccins promis par Team Europe (UE, Norvège et Suisse) et le G7, seuls 261 millions de doses, soit 14 %, ont été fournis à ce jour.

L’accès non discriminatoire aux vaccins contre la Covid-19 est un droit humain. Comme l’a démontré un avis juridique récent, les États qui sont parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ne peuvent pas s’opposer aux dérogations s’ils veulent se conformer à leurs obligations en matière de droits humains.

Nous sommes également préoccupé·e·s par le pouvoir monopolistique qui est accordé aux sociétés pharmaceutiques sur les vaccins et les traitements contre la Covid-19, ainsi que sur les technologies y afférant. Cela fait obstacle à la distribution équitable des produits médicaux et pèse sur des budgets publics déjà maigres ainsi que sur les investissements nécessaires à la reprise post-pandémique, notamment dans l’éducation et la recherche.

En tant que représentant·e·s des personnels de l’éducation et membres du mouvement syndical mondial de l’éducation à travers l’Internationale de l’Éducation, nous sommes préoccupé·e·s par l’impact de votre position sur les dérogations concernant les ADPIC dans le secteur de l’éducation à travers le monde. Les confinements précédents liés à la pandémie ont clairement montré les effets négatifs à long terme des fermetures d’écoles sur les enfants et les jeunes, notamment leurs conséquences disproportionnées sur les élèves déjà défavorisés. Les efforts visant à garder les établissements d’enseignement ouverts dépendent aussi de l’accès équitable aux vaccins dans le monde entier.

Si nous soutenons tous les efforts multilatéraux visant à améliorer l’accès aux vaccins contre la Covid-19 au niveau mondial, y compris le mécanisme COVAX, nous estimons qu’il est essentiel de s’attaquer aux obstacles existants en matière de propriété intellectuelle qui limitent la production et la fourniture de produits médicaux. Les sociétés pharmaceutiques auraient pu agir depuis le début, mais ne l’ont jamais fait. Par ailleurs, les éléments de flexibilité existant dans l’accord sur les ADPIC se sont révélés inutiles dans le cadre de la pandémie, les vaccins et d’autres technologies étant protégés par de multiples formes de propriété intellectuelle et leur production dépendant de chaînes d’approvisionnement internationales complexes.

Il est primordial que les gouvernements se réunissent pour trouver des solutions constructives et efficaces afin de surmonter les obstacles liés aux droits de propriété intellectuelle pour mettre fin à cette pandémie. Dès lors, nous vous demandons instamment de soutenir la proposition de dérogations à l’accord sur les ADPIC et d’ouvrir la voie à un accès équitable aux produits médicaux pour lutter contre la Covid-19 à l’échelle mondiale.

Comme la pandémie nous l’a montré, dans notre monde interdépendant, nul n’est en sécurité tant que tout le monde ne l’est pas. La lutte contre la Covid-19 et ses variants ne peut être gagnée qu’ensemble.

Meilleures salutations,

**[Prénom NOM, affilié·e CSC-Enseignement]**